

GISCARD

vous parle

092.046/008

Le 11 juillet, Valéry Giscard d'Estaing au terme du Conseil des ministres, au Palais de l'Élysée, a fait une déclaration qui m'a ému. Le Président de la République y annonçait, en effet, que pendant deux ans, « la France devait consacrer ses forces à s'adapter à un nouvel état du monde ». Il nous annonçait donc, comme officiellement, que le monde changeait et que nous allions en être affectés. Peut-être durement.

Je me suis souvenu d'une déclaration étrange, angoissante qu'il avait faite au début de son septennat, le 24 octobre 1974 : « Le monde est malheureux. Il est malheureux parce qu'il ne sait pas où il va et parce qu'il devine que, s'il le savait, ce serait pour découvrir qu'il va à la catastrophe ». Déclaration qui coïncide mal avec l'optimisme de circonstance qu'on lui reproche couramment de pratiquer.

Le Président s'interrogeait, s'interroge donc gra-

vement sur l'avenir de notre monde. « Le jour où la lumière d'une nouvelle idée civilisatrice s'allumera quelque part, j'assure que nous serons les premiers à la reconnaître », écrivait-il en décembre 1977 dans une nouvelle édition de « Démocratie Française ». Cela prouvait bien que cette lueur, il la cherchait. Il ne l'avait pas trouvée. Dans le frisson angoissé de cette rentrée d'automne, ces phrases m'apparurent comme l'expression d'une interrogation essentielle : où allons-nous, où vont nos civilisations.

Bien sûr, les lecteurs de Paris Match ressentent des préoccupations ou des irritations de caractère immédiat, mais il m'a semblé qu'une prophétie du malheur semblait peser sur nous, comme si nous étions tous en attente d'une apocalypse. J'ai demandé à Valéry Giscard d'Estaing s'il pouvait nous éclairer sur ces thèmes difficiles. Il a accepté.

Roger THEROND

LE PRESIDENT. Vous citez dans votre présentation trois de mes déclarations qui expriment de graves préoccupations. Vous les mettez en contradiction avec ce que vous appelez « mon optimisme », optimisme que certains me reprochent, notamment dans le milieu politique. Un mot sur l'optimisme : j'ai à inspirer, et dans une certaine mesure à conduire, une action qui, dans un régime démocratique suppose l'adhésion du plus grand nombre. Cela signifie que cette action, pour recueillir l'adhésion de ceux à qui l'on s'adresse, doit correspondre à quelque chose qu'ils ont intérêt à faire ou même qu'ils ont envie de faire. Ce qu'il faut, c'est leur expliquer que leur effort aboutit à un résultat. Il serait tout à fait inconcevable de convier quelqu'un à faire un effort et de lui dire que cet effort ne servira à rien ou, pire encore, qu'il aggravera la situation dans laquelle il se trouve.

Ce n'est donc pas un optimisme d'illusion, mais un optimisme de proposition, qui est d'ailleurs dans la nature de la fonction que j'exerce.

Ma première préoccupation concerne le profond changement qui se produit dans l'espèce humaine et notre univers à la fin de ce millénaire et qui, à mon avis, se résume en une seule notion : l'accroissement fantastique de la population du globe.

Pendant toute l'antiquité assyrienne, juive, romaine, la population totale du monde était inférieure à 200 millions d'habitants. Jusqu'au XV^e siècle elle n'a jamais dépassé 450 millions d'habitants. Au début du XIX^e siècle elle était de moins d'un milliard d'habitants, chiffre atteint en 1830. Tout à coup, une évolution s'est produite et c'est un autre monde qui est né. En l'an 2000, dans vingt ans, il sera peuplé de près de 6 milliards d'êtres humains, avec le maintien, pour les années suivantes, d'une

pente verticale d'augmentation. Par ailleurs, c'était un monde dans lequel la science était maîtrisée. Il s'agissait, au début, de techniques manuelles de fabrication d'outils. Puis d'activités de proximité : les usines avaient des dimensions humaines. Avec l'apparition de l'énergie nucléaire, avec le développement de la biochimie et des branches connexes, avec l'informatique, on atteint un pouvoir scientifique d'une autre nature.

En d'autres termes, l'espèce humaine traverse — et va traverser — une période de transformation qui est objectivement tout à fait extraordinaire par rapport à ce que l'on a connu dans le passé et, malheureusement, les problèmes paraissent extraordinairement difficiles à résoudre. Ils sont, en tout cas, tout à fait nouveaux et pas à la mesure des moyens traditionnels que nous employons. Nous allons vers un monde non maîtrisé alors que, dans le passé, il était maî-

Accusé y. imp. une colonne.
de
dûe correspondre à l'algo. y. qu'on

trisé par son organisation politique et économique et par sa civilisation.

Vous m'avez demandé si j'ai perçu la lueur d'une nouvelle idée civilisatrice. La réponse est non. Nous vivons dans un monde où elle n'est pas présente. Certes, on décèle des signes, des pressentiments, mais elle n'est pas présente.

Enfin, vous avez fait allusion à ma déclaration du 11 juillet dernier. Tout ce que je viens de dire, montre que nous allons vers un nouvel état du monde et que la France qui était assez à l'aise dans l'état précédent du monde, bien qu'elle ait connu des tribulations et des tourments, doit s'adapter à cet état nouveau.

Un autre élément est qu'il ne faut pas considérer que nous ayons à traiter un problème immédiat, passager, de circonstance. Notre idée centrale doit être tout à fait différente : la France doit chercher le moyen de s'adapter à un nouvel état du monde. Cette idée peut paraître surprenante dans notre réflexion politique, qui est toujours à très court terme.

ROGER THEROND. Mais vous, Monsieur le président, vous avez la chance d'avoir au moins deux ans devant vous, peut-être neuf. C'est un rythme qui peut vous permettre d'affronter le péril.

LE PRÉSIDENT. Mon rôle est en effet de le voir, de le décrire d'une manière concrète et, en même temps, de m'assurer que l'action gouvernementale va bien dans ce sens.

R.T. Vous avez déclaré aussi, le 11 juillet : « Le gouvernement doit définir clairement et dans un langage simple cette politique du faire face. Elle doit éviter deux écueils : l'illusion qui dispense de l'effort, et le pessimisme qui décourage d'entreprendre ». Ces explications n'ont jamais été données aux Français.

LE PRÉSIDENT. Revenons d'abord à l'état du monde. Je crois que si déjà nous étions convaincus qu'il faut nous adapter à ce nouvel état du monde, nous aurions accompli un progrès considérable. Dans toute notre façon d'être actuelle reste sous-jacente l'idée qu'on reviendra à une situation antérieure.

Des hommes politiques, des journalistes proclament : « Il faut dire la vérité aux Français ». Si vous lisez les discours depuis quatre ans, vous vous apercevrez que tout a été dit et redit. Et pourtant un grand nombre

*« Nous
allons vers un
monde non
maîtrisé alors
que dans
le passé il
l'était... »*

de Français croient sincèrement qu'on ne leur dit pas la vérité. Pourquoi ? Je pense qu'ils raisonnent de la façon suivante : ils se disent : « Pour revenir à la situation antérieure, il va falloir consentir des sacrifices plus grands qu'on ne nous le dit. Par conséquent, on ne nous dit pas la vérité... ».

R.T. La vérité, c'est qu'on ne peut pas revenir à la situation antérieure. Ce qu'il faut, c'est chercher à s'adapter à une autre situation.

R.T. C'est la démographie galopante au plan mondial qui vous semble donc dessiner la grande inquiétude du monde de demain. Est-ce le seul signe ?

LE PRÉSIDENT. La démographie est une illustration, une espèce de phénomène central qui montre que nous vivons dans un monde qui aura une population pour laquelle il n'est pas préparé. J'ignore quelle serait la population « normale » du monde car elle dépend du progrès des techniques. Mais lorsque le monde comptera une population de l'ordre de six à dix milliards d'êtres humains, il devra faire un effort considérable, effectuer une ponction sur les ressources naturelles, sur l'espace...

Autre phénomène préoccupant : la population rurale augmentera très

peu. En revanche, on assistera à une forte augmentation de la population agglomérée qui s'accompagnera de problèmes psychologiques, politiques, administratifs et culturels, inévitables.

La deuxième caractéristique de ce monde nouveau, c'est qu'il épuise ses ressources naturelles. Il les a toujours consommées mais dans des proportions moindres. Actuellement, le rythme de consommation conduit à l'épuisement de nombre de nos ressources. C'est le cas pour le pétrole. Mais aussi, demain, pour l'uranium, ce qui va poser des problèmes très importants.

La production alimentaire des pays en développement ne suivra pas l'augmentation des besoins.

Le fait qu'on soit, à échéance de quelques dizaines d'années, à la limite d'épuisement de certaines ressources introduit déjà dans l'économie mondiale des variations brutales entraînant des secousses plus fortes que dans le passé. C'est un des facteurs de désorganisation de l'économie mondiale.

Autre facteur important : l'évolution des croyances. Nous raisonnons exclusivement en termes économiques, mais la vie des sociétés humaines est très largement dépendante d'autres facteurs, et notamment des croyances collectives. Or, nous vivons dans un monde où existent très peu de croyances collectives.

Autrefois, les peuples étaient menés — ou se menaient eux-mêmes — par des croyances collectives. Les croisades étaient un phénomène de croyance collective, le colonialisme aussi à sa manière... L'aspiration à la liberté politique a été, pour l'Europe, une croyance collective forte entraînant des révolutions. A l'heure actuelle, il y a très peu de croyances collectives, singulièrement dans les pays industrialisés. Le marxisme, en tant qu'organisation économique et sociale, a été un élément de forte croyance collective de 1900 aux années 70. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, sauf exception.

En contrepartie, il ne faut pas oublier que nous vivons dans un monde sans conflit majeur et que ceci constitue un facteur extrêmement important et positif. Nous vivons dans un monde qui se préoccupe toujours des problèmes de sécurité mais qui n'a plus l'idée que la guerre est au coin de la

rue. Certes, il y a les conflits locaux, des émeutes, des répressions, mais l'idée de la « prochaine guerre » s'est éloignée, et c'est un changement positif.

R.T. Pourtant, pour la première fois, l'espèce humaine a trouvé le moyen de s'autodétruire ?

LE PRÉSIDENT. Sans aucun doute.

R.T. Cette notion n'existait pas il y a à peine quelques années.

LE PRÉSIDENT. Sûrement, mais si vous relisez les journaux d'avant la guerre de 1914 et ceux de l'entre-deux guerres, vous constaterez que la préoccupation lancinante était celle-ci : « La guerre éclatera-t-elle dans deux ou trois ans ? » L'attente de la guerre faisait partie de la vie individuelle. Or, cette idée s'est aujourd'hui éloignée.

Je dirai que les problèmes de l'équilibre politique du monde sont relativement maîtrisés, actuellement. En revanche, les problèmes de l'équilibre économique et social ne sont pas maîtrisés.

R.T. Vous pensez donc que la menace d'une guerre atomique est à écarter et qu'on est arrivé à un équilibre convenable des grandes nations ? On ne se sent tout de même pas complètement à l'abri de conflits non atomiques. Certains écrivains, le général Hackett et Anthony Burgess en particulier, annoncent la guerre pour 1984-1985. Je reconnais que c'est un jeu intellectuel, mais il n'en reste pas moins que, dans l'esprit du public, la possibilité d'une guerre n'est pas écartée.

LE PRÉSIDENT. En 1914, en 1939, le monde s'acheminait vers une guerre et l'on prenait des décisions pour s'y préparer et, naturellement, la gagner. A l'heure actuelle, en dehors du problème essentiel des rapports entre l'Union soviétique et la Chine et de celui de la prolifération nucléaire, le système politique mondial n'est pas entraîné mécaniquement vers un conflit.

Ce qui se passe en Afrique et même au Sud-Est asiatique, crée des situations d'affrontement, mais il est visible qu'on évite d'en faire des détonateurs mondiaux. Il est important d'en tenir compte.

R.T. Vous avez dit que le monde ne maîtrisait plus son système économique. Pourquoi ? S'est-on aperçu que l'économie est une science inexacte ?

“
A
l'heure actuelle
le système
politique mondial
ne s'achemine
pas vers un
conflit”

Et que les verrous de sécurité ne fonctionnaient plus ?

LE PRÉSIDENT. En réalité, cette organisation résultait d'une situation dominante qui était bien sûr celle de l'Amérique, et du modèle qu'elle proposait. Cette domination a cessé de s'exercer pour toutes sortes de raisons bien connues. Pour que le système économique et monétaire soit dominé, il faudrait un accord des principaux participants, accord difficile à réaliser par suite de leur grand nombre et de la vigueur des égoïsmes nationaux. La domination des égoïsmes n'est pas acquise. Elle commence à l'être dans le domaine de la sécurité. Tous les peuples pensent qu'un effort pour éliminer la guerre est nécessaire. A ce titre, ils acceptent la détente, même s'ils portent des jugements sévères les uns sur les autres. Mais ils n'ont pas encore compris que finalement une organisation économique sur le plan collectif — même si elle gêne des égoïsmes — constituerait un système globalement plus avantageux.

Nous progressons dans cette direction, d'abord parce que l'Europe s'organise et qu'elle devient un interlocuteur valable pour traiter ces problèmes. Au sommet de Tokyo, j'ai

par ailleurs constaté — bien que le résultat reste naturellement limité — la naissance d'une prise de conscience de la nécessaire domination des phénomènes économiques.

R.T. A votre avis, il existe des solutions mondiales pour maîtriser ces phénomènes ?

LE PRÉSIDENT. Ils devront être dominés, ils peuvent l'être... Mais il ne faut pas s'étonner que la démarche soit si difficile dans la mesure où les égoïsmes s'y opposent, où peu d'hommes d'Etat dominent ces sujets, où les organisations sont extrêmement lourdes et inefficaces.

R.T. N'y-a-t-il donc de grands hommes d'Etat que dans les périodes de guerre ? Ne pourrait-on imaginer de grands leaders dans la guerre économique ?

LE PRÉSIDENT. Il y a d'abord des grands hommes qui ne sont pas des hommes politiques ! Mais les grands leaders s'identifient aux peuples dans les périodes d'épreuves collectives, c'est-à-dire jusqu'ici les guerres.

R.T. Pouvons-nous poursuivre sur cet état du monde en revenant progressivement à la France qui, après tout, est notre sujet... La question qui se pose pour elle est de faire face. Comment ? Doit-elle s'adapter à ce qui est pour elle une catastrophe, ou doit-elle s'adapter à quelque chose qui lui donne des chances de vivre ?

LE PRÉSIDENT. Je crois qu'il faut répondre avec beaucoup de franchise sur ce point. Ma première réponse est que l'Europe occidentale — dont la France — ne retrouvera plus la situation de domination et d'exploitation des richesses du monde qui était la sienne. Durant les XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles, c'était la domination du monde par l'Europe occidentale et les pays dérivés comme les Etats-Unis et la Russie d'Europe. En même temps, sous la forme du colonialisme ou de rapports d'échanges de matières premières, ce fut une période d'exploitation des ressources extérieures. Ceci est terminé, pour une raison qui est liée au changement de la population dans le monde. Faut-il le regretter ? C'est très difficile à dire. Ce sont des périodes qu'on nous dépeint aujourd'hui sous des aspects très favorables, mais qui ont donné lieu à des guerres fratricides, de grands affrontements, des injustices sociales criantes... De toute manière cette situation qui comportait sûrement des éléments

positifs, mais aussi d'énormes éléments négatifs, ne se retrouvera plus. Par ailleurs, la croissance de la société dite de consommation a été de courte durée. Elle s'est étendue sur une période allant des années 1960 à 1973 et, pourtant, elle a façonné profondément beaucoup d'institutions et de nombreux esprits. On a cru qu'elle durerait indéfiniment. Au surplus, elle ne constituait pas une croyance collective mais exprimait une situation collective. Tout le monde allait dans le même sens, porté par la même vague. Il y avait un mouvement de prospérité général, très inégalement distribuée, mais tout le monde marchait dans la même direction.

Un certain nombre d'habitudes, d'institutions, de rouages se sont créés qui, chose curieuse, existent toujours.

Au fond, les Français savent que la société de consommation est finie sous cette forme. D'ailleurs, ils n'étaient pas heureux dans cette société. Ils le savent, ils l'admettent, mais, en même temps, tout ce qui s'exprime, tout ce qui est organisé, toute revendication, reste issu de la société de consommation. Nos débats économiques et sociaux sont encore des débats de société de consommation. Le débat à venir sera différent, car ce sera celui d'une société organisée à partir d'objectifs ou de thèmes différents. Il faut rappeler que cette société de consommation a abouti à Mai 1968, c'est-à-dire à son rejet. Mai 1968 a été un phénomène important, en ce sens qu'il a été à la fois le rejet culturel par la jeunesse de cette société et le rejet de certaines de ses conséquences sociales qui s'est exprimé par des manifestations de mécontentement. On ne doit pas regretter ce qu'on a rejeté. Mon sentiment a toujours été que la société de consommation n'était adaptée ni à la France, ni aux Français. Elle était en train de détruire la France. Elle a dévasté une partie de nos côtes, de nos montagnes, de nos villes, notre mode de vie, notre culture ; elle a exercé des ravages formidables.

Je pense que la société sobre vers laquelle nous nous dirigeons est, au fond, mieux adaptée à la France qui est un pays d'origine rurale, qui conserve son attachement à la terre, qui a le sens du temps et de la mesure. J'insiste sur le fait que tous les

“La société de consommation... a dévasté une partie de nos côtes, de nos montagnes, de nos villes”

rouages actuellement en place, toutes les organisations qui s'expriment, raisonnent dans l'esprit de la société de consommation. C'est ce qui explique la difficulté qu'il y a, pour l'opinion, à se retrouver dans ce tumulte. Elle sait que c'est fini et, néanmoins, tout ce qu'on lui dit l'est dans le langage et par les organisations conçues et issues de la société de consommation.

Si la France, dans ce grand tumulte et ce réajustement, a l'idée de retrouver et de rétablir le passé, elle est perdue.

Notre pays deviendra une zone de déperissement comme il y en a toujours eu dans le monde. Or, c'est souvent ce qu'on propose aux Français, sous des formes plus ou moins séduisantes.

En réalité, sur le plan national, nous avons beaucoup d'atouts mais aussi beaucoup de faiblesses. Notre niveau culturel, la valeur de notre système éducatif, la place que nous avons conservée ou acquise dans un certain nombre de secteurs de pointe constituent nos principaux atouts et c'est à la France qui se développe dans ces directions que nous devons penser. Nous avons subi, l'hiver dernier, les conséquences sévères de la crise de la sidérurgie, mais nous avons aussi enregistré le succès de l'Airbus. Les effets concernés sont presque du

même ordre de grandeur. Un secteur était porteur d'avenir, l'autre avait besoin de se réorganiser pour conserver ses chances d'avenir.

Notre dimension nationale constitue un avantage : dans bon nombre de secteurs de technologie avancée (électronique, recherche spatiale, etc.) nous n'aurions probablement pas pu nous développer si nous avions été beaucoup plus petits.

De plus, la fertilité de notre sol, l'activité et la diversité de notre agriculture, la transformation de nos produits, constituent des facteurs d'équilibre naturel, d'homogénéisation de notre territoire que nous devons encore considérablement améliorer. Il y a là, me semble-t-il, de quoi assurer un équilibre économique et le progrès du niveau de vie.

Ceci me conduit à aborder un sujet important : l'écologie. Le fait que les ressources soient limitées et que nous devions gérer notre vie collective et individuelle avec d'autres préoccupations que la préoccupation quantitative dérive de ce que j'ai dit : l'accroissement de la population, sa concentration, la baisse des ressources, etc. Si bien que le mouvement écologique est profondément fondé. Ce qu'il y a de curieux, c'est que dans certaines de ses expressions, il semble croire qu'il peut se contenter d'être un facteur de correction d'une société de consommation. C'est une illusion complète car les rouages et les forces y sont tels qu'il y serait écrasé. Il aboutirait peut-être à des solutions symboliques telles la création de quelques parcs naturels et à des réserves ici et là, mais, pour moi, le mouvement écologique doit englober beaucoup d'autres secteurs de la vie collective, par exemple la conception du type de développement économique, certains aspects de la vie culturelle, le respect du temps, les remèdes aux tensions nerveuses, à la pression des mass-médias et de la publicité, aux concentrations urbaines, etc. Au fond, je ne crois pas qu'on puisse dissocier l'aspect « verts pâturages » de l'effort de modération et d'humanisation de notre système économique et social. C'est pourquoi il est souhaitable que la réflexion écologique sorte du cadre où elle a pris naissance.

R.T. Si je comprends bien, il va falloir s'adapter à un autre rythme... Il n'y pas d'exemple de société harmonieuse en régression.

LE PRESIDENT. La croissance sobre n'est pas la crise. Il faut rappeler que la production française de 1979 sera supérieure à celle de toute année antérieure, même en 1973, c'est-à-dire avant la crise du pétrole et que le niveau de vie des Français est, en 1979, le plus élevé de notre histoire. Il n'y a pas régression. La croissance est plus lente, modulée. Elle ne donne pas lieu aux mêmes satisfactions : la satisfaction quantitative du « plus » dans tous les domaines doit être remplacée par une satisfaction de choix, de qualité. C'est le passage historique, et d'ailleurs naturel, de la quantité vers la qualité. Cela ne présenterait d'ailleurs pas de difficulté insurmontable si nous ne devons pas résoudre le problème de l'emploi et éliminer de fortes injustices sociales. Il faut voir le problème de l'emploi aux deux niveaux où il se pose : au niveau mondial et au niveau français. Au plan mondial, il est tragique parce que la vérité est que pour produire ce dont le monde aura besoin, cet accroissement formidable de main-d'œuvre disponible ne sera pas nécessaire. La concentration des moyens de production et les progrès technologiques sont tels que le monde n'en aura pas besoin.

A l'échelon mondial, le problème sera par conséquent très difficile à résoudre. Toutes les productions de masse qui peuvent être faites par des travailleurs nombreux et peu rémunérés seront nécessairement faites par eux. La pression est et sera formidable... Au niveau national, il faut donc rechercher les secteurs dans lesquels on a besoin de travailleurs spécialisés et à haute rémunération. Ces secteurs existent. Dans la métallurgie, par exemple, il y a de nombreux secteurs de très haute technologie, d'accès très difficile qui font que les entreprises resteront des entreprises de pays typiquement industrialisés. Dans le textile, c'est extrêmement frappant : certains types de production non seulement ne reculent pas mais progressent dans les pays de haute technologie.

R.T. Il va falloir faire ce choix. Qui doit le faire ?

LE PRESIDENT. Je crois qu'il y a deux niveaux de choix. D'abord une responsabilité de la collectivité pour bien choisir ces très grands secteurs nouveaux dans lesquels un investissement initial de recherche et de for-

“Le pessimisme peut dériver d'un essoufflement biologique de l'espèce”

mation doit être réalisé. L'effort qui a été fait dans l'informatique est remarquable parce qu'il cessera de peser sur les finances publiques d'ici deux ans et parce que ce secteur sera même tout à fait productif. Même chose dans le domaine nucléaire et dans l'espace, où l'Etat doit entreprendre et conduire une recherche fondamentale.

Le second niveau est celui de ceux qui produisent. A partir du moment où il faut passer à un tissu économique plus fin et s'adaptant beaucoup plus rapidement, on comprend qu'il faille multiplier les centres de décision. Il faut donc aller vers un type d'économie dans lequel beaucoup plus d'entreprises auront à prendre ces décisions. Si on prétend les prendre à l'échelon global, il suffit d'une erreur pour bloquer tout le système. Le qualitatif est, par nature, décentralisé.

Cela correspond d'ailleurs beaucoup plus à notre tempérament national.

R.T. Décentralisation à quels niveaux ?

LE PRESIDENT. Aux niveaux de l'entreprise et des universités par exemple.

Revenons à la démographie française. A côté de cette croissance mondiale explosive, se produisent des phénomènes en sens inverse qui af-

fectent tous les anciens pays de l'Europe de l'Ouest, la Russie soviétique et l'Amérique du Nord... avec, pour la première fois depuis dix ans, le passage à des rythmes négatifs. Le premier pays concerné a été l'Allemagne de l'Est, puis, il y a deux ans, ce fut le tour de la R.f.a.

La France est dans une situation qui est mauvaise, mais toutefois la moins mauvaise de ce groupe de pays. Cela tient probablement à sa structure familiale et rurale, en partie aussi à la présence des travailleurs immigrés. Notre population va continuer à augmenter encore pendant sept ans environ, mais le rythme des naissances, lui, diminue et est déjà tombé au-dessous du niveau à partir duquel il n'assure plus le maintien de la population. Il est bien évident que tout ce que nous entreprenons est condamné d'avance si une telle situation se maintient, et si nous assistons à un déclin démographique rapide.

Les réactions à cette situation sont intéressantes à analyser. Les Allemands de l'Ouest ne réagissent pas comme nous. Ils en parlent, mais ne font rien pour la modifier. Leur idée est que ce phénomène est temporaire et que la vitalité profonde de la population est telle que lorsque le phénomène atteindra un certain seuil il se corrigera de lui-même.

En France, c'est un autre débat qu'on voudrait, au fond, faire tourner essentiellement autour des prestations, comme si c'était le facteur déterminant.

Or, comme le démontre la recherche démographique moderne, le problème démographique est un nœud de problèmes qui fait apparaître la totalité des caractères de la société. Il concerne à la fois la croyance dans le bonheur, l'évaluation des chances d'avenir, les rapports entre parents et enfants, la place des femmes dans la société, tous éléments très complexes et qui expriment une certaine qualité de tissu de la société.

R.T. Ce problème démographique ne se pose-t-il pas précisément parce que l'homme occidental ressentant une angoisse profonde devant ce nouvel état du monde, n'a pas le désir de procréer ?

LE PRESIDENT. La difficulté dans les phénomènes de société, c'est qu'ils comportent des niveaux successifs d'explication. On en trouve toujours un qui est accessible, mais il en est

d'autres qui sont plus mystérieux... Il peut se faire que la crise démographique soit la contrepartie de la formidable expansion du XIX^e siècle et qu'on assiste à une sorte d'essoufflement biologique de l'espèce ; essoufflement biologique peut-être à l'origine de comportements que l'on prend pour des causes... Le pessimisme peut dériver d'un essoufflement biologique de l'espèce.

R.T. L'échec des religions n'est-il pas également un signe de ce déclin ?

LE PRESIDENT. Nous pouvons dire un mot sur les religions et les croyances collectives.

La France est un pays où sont nées des croyances collectives très fortes et qui a adhéré à des croyances très fortes. Elle a été le pays catholique du monde ; puis le pays de la doctrine de l'égalité des droits politiques ; le pays de la nationalité au milieu du XIX^e siècle. Or, à l'heure actuelle, on n'y trouve pas de croyance collective forte. Autour du général de Gaulle, il y a eu une croyance collective forte pendant l'Occupation qui n'a d'ailleurs été ressentie d'une façon massive que dans la deuxième moitié du conflit. Puis il y a eu les conséquences de la décolonisation... Mais, à partir de 1965-1967, on a vu s'atténuer cette croyance collective forte. 1968 en a été l'illustration.

Or, je crois qu'une société ne peut pas vivre longtemps sans croyance collective. Je crois également qu'on ne les suscite pas d'une façon artificielle, car cela vient du tréfonds de la nature humaine.

Actuellement, il y a en France un indice encourageant et une action possible. L'indice encourageant c'est que les convictions, les croyances sont minoritaires mais assez intenses. Prenons l'exemple de la religion catholique : la pratique est moins nombreuse qu'il y a cent ans, mais elle est probablement plus intense, et les motivations plus fortes. Je suis convaincu que c'est la même chose pour les autres fois religieuses. Cela exprime un besoin et peut-être un éveil. C'est encourageant.

Ce qu'on peut faire, c'est promouvoir intensément le développement culturel. Et là, c'est non une affaire d'Etat mais de société. La France doit apparaître comme un pays culturellement très actif et, si possible, d'avant-garde. C'est déjà le cas : l'intérêt pour la musique sous toutes ses formes,

*“Une
société ne
peut pas
vivre
longtemps
sans croyance
collective”*

pour les expositions de toutes sortes est considérable. En abordant le chapitre de la littérature, de l'écriture, on se heurte à un phénomène préoccupant : celui de la dimension. Il y a cent ans, les deux tiers des habitants qui lisaient dans le monde savaient lire le français. Actuellement cette proportion est d'environ un dixième et elle sera dans vingt ans d'un cinquième. Naturellement nous nous battons pour la défense de notre langue. Mais nous sommes confrontés au problème fondamental de la place et du rayonnement de notre culture, problème extrêmement difficile parce qu'on ne peut pas faire parler sa langue d'autorité aux autres. Le thème de la culture — que je compte reprendre cet hiver en l'analysant bien davantage — est, à mon avis, un élément qui peut contribuer à la répartition de croyances collectives, et cette culture devra comporter une composante esthétique.

R.T. Et la politique ?

LE PRESIDENT. Pas du tout. L'idée que c'est à partir du débat politique que pourraient apparaître en France des croyances collectives est une erreur, parce que ce débat ne porte pas du tout sur les besoins auxquels l'avenir devra répondre. La dernière expression globale était le

marxisme. A partir du moment où on ne pense plus qu'il puisse fournir cette réponse, aucune doctrine politique ne suffit aujourd'hui à être un fondement de croyance collective.

R.T. Dans cette société sobre, les Français devront sans doute réapprendre leur devoirs et cesser d'affirmer leurs droits. Devront-ils en partie y renoncer ?

LE PRESIDENT. Nous étions sur une barque portée par un courant rapide. On voyait bien que le courant allait dans une certaine direction : l'accroissement des ressources, et l'on discutait entre soi sur la répartition de ce surplus de ressources. Désormais, le courant est plus lent. Un effort de prévision personnelle, de formation plus poussée, sera nécessaire. Il s'agira d'apprendre des choses dont on prévoiera que la société aura besoin. Il faudra prévoir l'adaptation de sa fonction ou de ses connaissances bien davantage qu'auparavant. L'effort d'insertion dans la vie active sera plus grand.

R.T. Vous n'avez pas traité le problème de l'emploi en France.

LE PRESIDENT. Parlons-en. En France, il faut désormais considérer le problème de l'emploi comme un objectif et non comme un résultat. On le traitait dans le passé comme un résultat, puisque la donnée était la croissance forte. Le niveau d'immigration étant déterminé par cette croissance. Il faut avoir une idée différente, à savoir que la société française doit occuper tous ses bras, et je dirai, tous ses cerveaux. Est-ce possible ? Certainement. La question qui se pose est de savoir à quel niveau de ressources l'effectuer.

On peut le faire à un niveau bas de ressources, en partageant le travail tel qu'il existe et les rémunérations globales telles qu'elles existent. C'est alors une société de plein emploi, à niveau de vie bas. A mon avis, ce n'est pas l'objectif car beaucoup de travailleurs aspirent, à juste titre, à un niveau de vie plus élevé. Certains croient qu'on peut instituer une société de partage de l'emploi à niveau élevé de ressources. C'est une illusion. Prenons l'exemple de l'industrie automobile : on comptera dans le monde dix à douze entreprises automobiles dont deux françaises : une qui occupe le troisième ou le quatrième rang, l'autre qui se situe en sixième position. Ces sociétés se font

concurrence entre elles et non pas entre les Etats. Imaginons que l'on décide de faire le partage du travail en France et que la durée du travail soit fixée à 30 heures. Si, dans le même temps, les autres entreprises décident de ne pas partager le travail et d'en rester aux quarante heures, celui qui fera trente heures recevra un salaire réel représentant seulement les trois quarts de celui qui travaillera quarante heures. Le niveau de vie français baissera dans ce secteur comparativement aux autres.

Voilà pourquoi je pense que le partage du travail à niveau bas de ressources ne peut pas résoudre le problème. Je crois profondément que l'on peut aboutir au plein emploi à un niveau élevé de ressources, à condition de rechercher et de développer des activités nouvelles. La clé, c'est le développement d'activités nouvelles et c'est la raison pour laquelle j'accueille avec joie le fait que certaines industries de technologie avancée créent des emplois, car elles le font à un niveau de rémunération et de spécialisation élevé.

Le vrai choix — et on ne pourra pas l'éluider longtemps — c'est d'opter entre une situation à l'allemande ou à la suisse, c'est-à-dire un niveau élevé d'emploi et de ressources ou, au contraire, un partage de l'emploi et des ressources.

Je suis favorable à la première formule, que je crois tout à fait réalisable quand je vois tout ce qui nous reste à faire dans de nombreux secteurs. Celui des industries agro-alimentaires, par exemple, où nous devrions être les premiers au monde, ce qui n'est pas le cas. Des dizaines, des centaines de milliers d'emplois pourraient alors être créés. Même chose dans l'industrie de mécanique avancée, où nous sommes très en retard et où des milliers d'emplois restent à créer. Même situation dans les secteurs du vêtement, du meuble, où nous bénéficions cependant de la meilleure image de marque mondiale.

R.T. Ne réagissons-nous pas un peu tard ? Les Allemands n'ont-ils pas déjà pris ce tournant d'adaptation de leur industrie ?

LE PRESIDENT. Si.

R.T. Pourriez-vous essayer de nous décrire le monde tel qu'il se présentera dans les années 80 ?

LE PRESIDENT. Ce qu'il faut bien

*“Nous
ne devons
pas chercher
à rester
adaptés à un
monde qui
s'en va”*

comprendre, c'est que nous devons nous adapter à un monde qui va venir, et ne pas chercher à rester adaptés à un monde qui s'en va... Or, cette idée, nous ne l'avons pas encore. Je ne suis pas sûr que vous l'avez... Et pourtant, c'est une espèce de clé, qui livre l'explication de tout ce qu'il faut faire.

Sur le plan international, la France est dans une position qui lui permet de faire ce que les super-puissances ne peuvent pas faire, compte tenu de ce qu'elles sont et parce que leurs initiatives sont inévitablement perçues comme devant servir leur intérêt de puissance. Nous sommes un des rares pays qui ait cette vision du monde, cette expérience des affaires mondiales, cette position géographique et politique centrale. La France a un rôle à jouer mais il ne faut pas se tromper : ce rôle représente un effort pour elle. Si Charles de Gaulle a eu l'influence que nous savons, c'est parce qu'il a donné une dimension de grande puissance à son pays, et non parce qu'il était un homme d'Etat moyen porté par une grande puissance. Ce sera toujours le cas pour la France.

R.T. Cette situation est-elle viable ?

LE PRESIDENT. Elle est viable, mais elle n'est pas assurée. Viable

parce que la France a la tradition historique, la réputation, à certains égards la position, qui le lui permettent. Elle n'est pas assurée parce que si elle ne s'impose pas de jouer ce rôle, si ses dirigeants n'ont pas la capacité de le faire, on ne viendra pas le lui demander. A l'heure actuelle, la France apparaît comme telle. Elle a été à l'origine du dialogue nord-sud, du dialogue euro-arabe, elle a lancé l'idée du trilogue avec les Africains, elle a proposé de créer le Conseil Européen... Toutes ces idées cheminent, et notre pays apparaît comme ayant la préoccupation de ce qui devrait être fait pour que l'organisation internationale et collective progresse. Il faut continuer.

R.T. Vous êtes chrétien et pratiquant. Croyez-vous indispensables les religions ? Que représentent pour vous les valeurs spirituelles ?

LE PRESIDENT. Je suis chrétien mais président d'un Etat laïc...

R.T. L'Eglise est intervenue parfois contre les décisions de l'Etat. Je pense notamment à des interventions à propos de ventes d'armes, d'aide au Tiers Monde et, surtout, à propos de la loi sur l'avortement. Comment vous en accommodez-vous en tant que chrétien ?

LE PRESIDENT. Il n'y a pas de difficulté. Je suis chrétien et président d'un Etat laïc. Sachant ce qu'est la conception fondamentale et la règle de nos institutions, je prends mes décisions dans l'exercice des responsabilités et des attributions qui sont les miennes. J'ai ma philosophie personnelle. Il m'arrive de l'exprimer. Mais je ne l'impose en aucune manière dans l'exercice de mes fonctions. J'ai la même position qu'avait le général de Gaulle.

S'agissant des valeurs spirituelles, j'ai beaucoup de mal à imaginer ce que peut être une vie collective sans dimension spirituelle. Je ne l'imagine pas pour moi, mais je sais que d'autres l'imaginent pour eux-mêmes.

R.T. Identifiez-vous les valeurs spirituelles aux valeurs religieuses ?

LE PRESIDENT. Non, pas absolument... Je lis actuellement les biographies des dirigeants du monde et j'observe qu'il est très rare qu'ils n'aient pas une certaine dimension spirituelle. C'est parfois tout à fait explicite, notamment pour les dirigeants arabes, pour le président Sadate en particulier... C'est aussi le cas pour

l'Inde, l'Amérique latine, et même les Etats-Unis.

Je vois difficilement comment on peut avoir un système conceptuel d'évolution d'une société excluant toute dimension spirituelle... A la limite, cela peut être une croyance philosophique très intense. La dimension spirituelle n'est pas uniquement de type religieux.

R.T. Votre propre foi, celle de vos ancêtres, influence-t-elle votre comportement politique ?

LE PRESIDENT. Mon comportement, c'est probable. Je n'applique pas une doctrine dans le choix des décisions politiques, mais dans mon comportement, mon approche des décisions à prendre, la réponse est : sans doute oui.

R.T. Cinq ans après, vous sentez-vous à la fois quelqu'un d'autre et vous-même ?

LE PRESIDENT. Je crois que tout le monde, après cinq ans, se sent quelqu'un d'autre...

R.T. Certes, mais tout le monde n'a pas passé ces cinq ans-là où vous les avez passés !

LE PRESIDENT. Par nature, je suis quelqu'un qui reste très identique à lui-même. Mais bien entendu, ces cinq ans à ce poste m'ont beaucoup appris.

R.T. Avez-vous appris beaucoup au contact des hommes d'Etat étrangers ?

LE PRESIDENT. Assez peu, sauf au contact de tel ou tel d'entre eux qui me paraît avoir une bonne pratique dans la conduite de ses affaires. Nous en parlons ensemble, mais je dirai que c'est presque d'un point de vue professionnel. A ce poste, la vue du monde qu'on peut avoir est à la fois faussée par les facilités de déplacements et de contacts qui sont les nôtres, mais en même temps elle est exceptionnellement complète. Autrefois, quand j'exerçais mes activités, par exemple à Chamalières, je voyais comme une image instinctive, la carte de la France autour de moi. Pendant les premières années de ma fonction, je voyais l'Europe et l'Afrique... Et maintenant je vois une sphère et, sur cette sphère, la France.

R.T. Et les Français, les « sentez-vous » mieux ?

LE PRESIDENT. Oui. J'éprouve un sentiment d'identification profonde avec les Français. Lorsque je dis « les Français », je pense « nous

“Nous sommes à un moment important... que je comparerai au passage d'un détroit”

autres, Français ». Lorsqu'ils sont moroses ou mécontents, je comprends qu'ils aient à la fois de la peine et un peu de regret à s'adapter au monde tel qu'il devient. J'éprouve le même sentiment, je les comprends donc. Naturellement, je crois en même temps que ce sont des sentiments qu'il faut dominer parce que la vie au sens scientifique est un progrès continu, et qu'il faut la ressentir comme un progrès.

R.T. Quelqu'un a dit : « On ne peut survivre qu'en allant plus haut ».

LE PRESIDENT. Je ne ressens jamais d'irritation, même momentanée, à l'égard de mes compatriotes. Alors que ce sentiment est éprouvé très fréquemment par les hommes politiques.

R.T. C'est peut-être parce que vous avez une très grande pratique de la vie rurale...

Comment ressentez-vous les critiques ? Dououreusement ou une carapace vous en met-elle à l'abri ? Vous êtes-vous durci au cours de ces années ?

LE PRESIDENT. Je n'ai aucune carapace...

R.T. On risque d'en déduire que vous êtes fragile.

LE PRESIDENT. Est-ce sûr ? La solidité tient-elle à la carapace ? Dans la nature, c'est le lion qui dévore le

buffle, malgré sa carapace... La discussion et la critique de mon action m'intéresse. La méchanceté, par contre, est autre chose que je ressens comme une des formes du mal, et comme la manifestation de la présence du mal dans le monde. Je ne la pratique pas mais je la ressens, autant pour les autres que pour moi-même.

R.T. Cette présence du mal ne découle-t-elle pas d'une certaine permissivité ? Ne la ressentez-vous pas globalement dans le monde cette montée du mal ?

LE PRESIDENT. Je ne pense pas. La permissivité fait qu'elle s'exprime d'une manière différente, mais si vous relisez les libelles des régimes d'autorité, c'était encore pire !

Je suis convaincu que l'on ne peut ni éliminer, ni réduire ce mal dans le monde par la simple contrainte. On peut l'éliminer et le réduire par une sorte d'assainissement du tissu profond de la société. Je suis convaincu que la société française de 1979, en dépit de ses problèmes très sérieux d'emploi, d'inflation, etc. comporte moins de germes de violence et de haine que n'en comportait la société d'avant 1968.

Si je n'ai pas répondu à certaines polémiques, c'est parce que je crois qu'une modération du comportement général, de la vie collective réduit finalement l'influence du mal. L'outrage, la haine, deviennent moindres et tout le monde en bénéficie.

R.T. Descendons un instant des hauteurs... Pensez-vous être à un tournant de votre septennat ? Est-ce une date importante pour la France ?

LE PRESIDENT. Oui. C'est un moment important parce que contrairement à ce que pensent certains, beaucoup a été fait. A entendre ce qui se dit actuellement, rien n'aurait été fait. Or on verra que l'économie française de 1979 réagira par rapport à cette deuxième crise du pétrole avec beaucoup plus de vigueur que ne l'a fait l'économie française de 1974. Les gens ont travaillé, ont pris des initiatives, réorganisé leur production, cherché de nouveaux marchés... Beaucoup a été fait et je comparerai ce moment au passage d'un détroit : si l'on s'affole, on n'ose plus avancer et on revient en arrière ; si, au contraire, on continue à avancer, tout à coup on découvre autre chose : un nouvel état du monde. ■